



— Délégation départementale des Bouches-du-Rhône

Monsieur le Maire
Hôtel de Ville
13 828 CABRIES Cedex

Merci de rappeler impérativement
la référence de ce courrier et l'objet

- Affaire suivie par : Ariane VANEL
— Courriel : ariane.vanel@ars.sante.fr
— ☎ : 04 13 55 82 30 ou 82.40/41 (secrétariat)
— 📠 : 04.13.55.82.63
— Réf : ARS/DT13/SE/ AvisPLUarreté CABRIES Maire-UB16.docx/24102016
— PJ :
— Objet : Avis de l'ARS sur le projet de PLU arrêté de Cabriès.
— Date : **26 OCT. 2016**
V/Réf : Votre courrier du 16 septembre 2016 + CD Rom

Le PLU de la commune de CABRIES a été arrêté par délibération du 15 septembre 2016.
Ce dossier a fait l'objet d'une priorisation par l'ARS s'agissant d'un dossier à enjeux sanitaires en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement.

L'étude de ce document appelle de la part de mes services les observations suivantes :

1. Alimentation en eau potable

- Le canal de Marseille et la retenue du Réaltor (réserve d'eau brute destinée à être potabilisée pour l'alimentation de nombreuses communes du département dont l'agglomération Marseillaise), traversent la commune de Cabriès, même s'ils ne sont pas utilisés pour l'alimentation en eau potable de cette commune.
- La procédure de déclaration d'utilité publique fixant les périmètres de protection de ces ouvrages a été engagée et les hydrogéologues agréés désignés sur ces dossiers ont remis des rapports dans lesquels les périmètres de protection ont été définis.
- Dans l'attente de la déclaration d'utilité publique, l'ARS a demandé à la commune dans son PAC du 20 février 2015 à ce que :
 - le règlement du PLU soit cohérent avec les rapports des hydrogéologues agréés notamment au niveau des périmètres de protection de la retenue du Réaltor qui concernent une superficie non négligeable de la commune (une attention toute particulière devant être portée sur le bassin versant du ruisseau du Baume Baragne qui récupère les eaux pluviales issues de la zone commerciale de Plan de Campagne et qui est susceptible de rejoindre la retenue du Réaltor lors de fortes pluies).
 - les demandes d'autorisation d'urbanisme comprises dans ces périmètres soient transmises à l'ARS pour s'assurer de la compatibilité des projets avec les prescriptions de l'hydrogéologue agréé.
- En effet lorsqu'une procédure d'autorisation est en cours, et même si elle n'a pas aboutie à la DUP, les périmètres de protection doivent alors être reportés dans le plan de zonage (trame ou sous-secteurs) dans les conditions prévues aux articles R.151-31 et R.151-34 du code de l'urbanisme.

- Dans les zones concernées par ces périmètres, le règlement doit être cohérent avec les prescriptions établies en vue de la protection des eaux. Il doit être indiqué explicitement dans le préambule (ou « chapeau ») de chacune des zones concernées par des périmètres de protection, que des prescriptions particulières définies par DUP, ou avis de l'hydrogéologue agréé, sont applicables en plus du règlement de zone.
- Ces prescriptions concernent notamment les conditions d'implantation des nouvelles constructions, des modalités d'assainissement et du transport d'eaux usées, de réalisation de certains ouvrages ou travaux (par exemple les cimetières, les carrières, les mares, le défrichement...), de construction ou modification de voies de communication...
- Il est donc indispensable, pour la bonne application de ces mesures, de :
 - constituer une annexe comportant tous les documents existants en matière de protection des ressources en eau destinées à la production d'eau potable ;
 - présenter cette démarche dans le rapport de présentation, qui a notamment pour objet d'expliquer les décisions traduites dans le règlement.
- Or aucun des éléments précités n'a été pris en compte et le PLU de la commune de Cabriès, tel qu'il a été arrêté, met en péril les périmètres de protection d'une ressource en eau qui alimente plus de 1 000 000 d'habitants, ce qui peut entraîner d'importants problèmes sanitaires.
- Par ailleurs, les projets de développement d'un PLU doivent être en adéquation avec la capacité du réseau public d'eau potable.
- Or, à défaut de prévoir l'extension du réseau public dans les secteurs destinés à accueillir une population supplémentaire, le règlement du PLU autorise sur captage et réseau privés :
 - de très nombreuses nouvelles constructions dans des secteurs urbains : OAP Saint-Victor en zone 1AUa (160 nouveaux logements prévus sur un réseau privé d'eau existant), zones UR (39 nouveaux logements prévus), zones US (destinées à accueillir des établissements recevant du public tels que des hôtels ou des établissements sportifs), UZ (zones d'activités économiques) et zones 1AU.
 - des extensions des constructions existantes qui peuvent donner lieu à de nouveaux logements de 55 m² dans les zones UC, et de 50 m² dans les zones N.
- J'attire votre attention sur le fait que l'OAP ST VICTOR est situé dans les périmètres de protection du Réaltor. Par conséquent, toute demande d'urbanisme sur cette OAP devra faire l'objet d'une consultation auprès de l'ARS pour s'assurer de la compatibilité de la construction avec la protection de la ressource en eau.
- De plus, l'alimentation en eau potable de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n°4 (OAP Roundo des Bolles – Le verger Est) qui prévoit la réalisation de 60 logements supplémentaires sur réseau public d'eau potable alors que ce secteur connaît déjà des problèmes d'alimentation en eau en période estivale, aurait dû être traitée dans le cadre de l'élaboration ou de l'actualisation du schéma directeur d'eau potable, et en tout état de cause avant l'arrêt du PLU.
- L'ARS a d'ailleurs demandé à la commune dans son Porter à Connaissance du 20 février 2015, par courrier du 29/10/2015 et par mail du 13 juin 2016, de prévoir une solution durable d'alimentation en eau pour ce secteur avant l'arrêt du PLU, or force est de constater que cette demande qui n'a pas été prise en compte.
- Dans ce cadre, il est important de noter que la disposition 4-09 de l'orientation fondamentales 4 du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhône Méditerranée, prescrit la mise à jour ou la révision du schéma directeur d'eau potable des communes à l'occasion de l'élaboration ou de la révision des PLU et que, conformément à l'article L2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, chaque commune aurait dû arrêter son schéma d'eau potable avant le 31 décembre 2013.
- Or aucun schéma directeur d'eau potable de la commune de Cabriès n'est annexé au PLU et aucune référence à ce document n'est présente ni dans les annexes sanitaires ni dans le diagnostic de l'environnement.
- Pourtant, la prise en compte d'un schéma actualisé, et l'intégration de ses principales prescriptions dans le PLU, aurait très probablement permis d'éviter l'aggravation de la mauvaise situation sanitaire existante (actuellement plus d'1/3 de la population de Cabriès n'est pas desservie par le réseau public d'eau potable), en réduisant le nombre de personnes soumises au risque d'ingestion d'eau non potable provenant des réseaux d'eau privés, au lieu de l'augmenter significativement comme le prévoit le PLU de la commune.

- En tout état de cause, et afin de limiter les risques sanitaires liés à l'ingestion d'eau non potable :
 - la possibilité de nouvelles constructions sur captages privés en zones urbaines (UR, US, UZ et 1AU) du PLU doit être supprimée,
 - les extensions des constructions existantes sur captages privés ne doivent être tolérées que pour un nombre de constructions limitées et pour lesquelles la surface d'extension autorisée ne pourra pas permettre la réalisation d'un logement supplémentaire. Dans ce cadre, une évaluation du nombre des constructions concernées dans les zones UC et N doit être réalisée.

2. Assainissement

- J'attire votre attention sur le fait que les dispositions 4-09 et 5A-06 du SDAGE du bassin Rhône Méditerranée prescrivent également la mise jour ou la révision du Schéma Directeur d'Assainissement (SDA) à l'occasion de l'élaboration ou de la révision des documents d'urbanisme.
- Or, la commune est dotée d'un schéma directeur d'assainissement (SDA) réalisé en 2000 par G2C Environnement et qui n'a pas été actualisé dans le cadre de l'élaboration de ce PLU.
- De plus, l'orientation 5A-05 du SDAGE RM prévoit que les SDA analysent les conditions du recours à l'assainissement non collectif (ANC) au travers d'une carte d'aptitude des sols, afin de préparer la définition des zones d'assainissement non collectif et des zones d'assainissement collectif (zonage d'assainissement), définies par l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales (CGCT).
- Afin d'être opposable et avant d'être annexé au PLU, ce projet de zonage d'assainissement comprenant une carte de zonage d'assainissement réactualisée afin de tenir compte des projets d'urbanisation de la commune, la carte d'aptitude des sols à l'ANC et une notice justificative (documents prévus par l'article R.2224-9 du CGCT), aurait dû être adressé suffisamment en amont de l'arrêt du PLU à l'Autorité Environnementale (DREAL) pour l'examen au cas par cas prévu par l'article R.122-17 du code de l'Environnement, ce qui n'a pas été le cas.
- Le dossier de PLU arrêté de CABRIES ne comporte pas de carte de zonage d'assainissement ni de carte d'aptitude des sols.
- Cette non prise en compte de la problématique assainissement dans un document de développement durable tel que le PLU pose également des problèmes sur le plan sanitaire.
- En effet, outre la fragilité juridique que représente l'absence des documents précités dans le PLU, le fait que le règlement du PLU autorise les nouvelles constructions et/ou les extensions sur ANC dans les zones UC, UR, US, UZ, 1AU et N, sans qu'aucun élément des annexes sanitaires ne puisse attester que les secteurs concernés sont bien aptes à de tels dispositifs, est une source de nuisances.
- En l'absence à minima des documents suivants :
 - carte de zonage d'assainissement accompagnée de sa notice justificative
 - carte d'aptitude des sols à l'ANC ;
 la possibilité de recours à l'ANC doit être supprimée dans les articles 4 du règlement des zones précitées.

Compte tenu des éléments précités et des risques sanitaires engendrés, l'Agence Régionale de Santé PACA émet un avis défavorable au PLU arrêté de la commune de CABRIES.

Copie : DDTM service aménagement
DDTM Service Territorial Est
MISEN
DREAL

Pour le Directeur Général de l'ARS
et par délégation
La Responsable du Département Réglementation
Sécurité et Environnement
des Bouches du Rhône
Cécile MORCIANO

